

# Le plan d'investissement du CDH laisse le MR perplexe

## WALLONIE Une annonce qui permet surtout au CDH d'exister

- ▶ Mercredi, les ministres humanistes révélaient leurs priorités.
- ▶ Officiellement, les libéraux ne s'en offusquent pas.
- ▶ En coulisses, ils ironisent sur le réveil du CDH, tardif à leurs yeux.

### ANALYSE

Coucou, c'est nous ! Plombés par des sondages déprimants et phagocytés par des ministres libéraux boulimiques de pouvoir après des années de disette, les chefs de file wallons du CDH ont lancé ce mercredi une opération commando de grande envergure. Histoire de démontrer qu'ils existent aussi. Jugez plutôt : Alda Greoli dans *L'Echo* et sur BelRTL, Carlo Di Antonio dans *Sud-Presse* (deux pages toutes éditions, s'il vous plaît), René Collin dans *Le Soir* et André Antoine sur la Première (RTBF).

Du grand art ! A la manœuvre, le président Benoît Lutgen en personne qui a donné le feu vert au parachutage des arguments centristes. Ils avaient été exposés lundi au bureau du parti. Une conférence de presse avait été envisagée. Les fins stratèges de la rue des Deux-Eglises ont préféré une rafale d'« exclusivités » savamment distillées, en plein débat sur le budget 2018 de la Wallonie et sur la réforme fiscale du libéral Jean-Luc Crucke. Le CDH devait trouver un moyen d'attirer les projecteurs sur lui. C'est de bonne guerre, entre partenaires de majorité.

Le fond de cette opération de com' de grand format ? Les exigences humanistes en vue du plan d'investissement qui doit conduire la Wallonie vers des jours meilleurs : un effort annuel de 500 millions, prioritairement dans les secteurs de la mobilité, de l'énergie et du numérique (*Le Soir* de mercredi). Au début du mois novembre, en visite d'Etat en Inde, le ministre-président Willy Borsus (MR) avait le premier lancé publiquement l'idée d'une mobilisation accrue des moyens publics et privés au cours des prochaines années.

La sortie en solo du libéral avait agacé le CDH, un peu pris de court sur ce coup-là. Le litige n'avait pas fait de vagues au-delà des jardins de l'Elysette. Mais avec le recul, la réplique toute récente d'Alda Greoli et de ses amis a les allures d'une revanche en douce, façon « à chacun son tour de prendre les devants. » Croisé dans les couloirs du parlement wallon ce mercredi, Willy Borsus ne se formalise pas outre mesure : « Alda m'avait prévenu », nous a-t-il confié.

Dans l'opposition, PS et Ecolo observent cet épisode avec circonspection. Avec un brin de stupeur aussi. Pour Pierre-Yves Dermagne, chef du groupe socialiste, l'initiative du CDH relève de « la plus grande improvisation » et même du « camouflet » pour le MR, en plein débat budgétaire : « On se réjouit à l'idée d'un plan d'investissement. Mais on assiste à une surenchère entre partenaires de majorité. »

Stéphane Hazée (Ecolo) souligne que les propositions du CDH portent sur des matières qui comptent pour son parti, comme la mobilité ou l'énergie :

« Le plus déroutant reste que le budget 2018 ne prévoit absolument rien dans ces deux domaines essentiels. Des cacahuètes pour le covoiturage, le calme plat pour le vélo, des peccadilles pour les bus, pour ne parler que de la mobilité. Le même jour, entre le budget et son plan, le CDH tient un double langage. »

Un couac au sein de la majorité ? Officiellement, l'aile libérale du gouvernement ne s'offusque pas de la sortie en escadrille des ministres humanistes : « Il est normal que chacun avance ses priorités. Il n'y a pas de problème et encore moins de polémique. » Voilà pour le discours face caméra. A l'abri des micros, le propos se fait volontiers plus caustique et presque agacé. Exemple : « Un plan d'investissement du CDH ? C'est une bonne nouvelle ! On attendait leurs propositions depuis longtemps. Donc, forcément, on est un peu surpris. »

Le montant (500 millions annuels donc) n'effraye pas des libéraux : « En réalité, les chiffres importent peu, souligne Jean-Luc Crucke. Ce qui compte, c'est l'équilibre budgétaire en 2020, priorité absolue. Le volume des investissements est une chose, les véhicules qui permettront d'investir sont prioritaires à mes yeux. »

Il est dès lors question de mobiliser l'épargne privée, de solliciter la Banque européenne d'investissement (des contacts ont eu lieu), de s'inscrire dans le pacte fédéral et d'éviter le saupoudrage.

« Il faut une vue d'ensemble. Disons que nous disposons maintenant de celle du CDH », dit un libéral volontiers goguenard. ■

ERIC DEFFET

**CALENDRIER****Pour quand ce plan ?**

*« Vous aurez tous les chiffres précis en décembre, promis »,* lançait Willy Borsus, le 8 novembre dans *Le Soir*. En vue de Noël donc ? A ce stade, rien n'est moins sûr. Les ministres libéraux n'entretiennent pas le fétichisme du calendrier. L'une ou l'autre grande ligne pourrait être glissée sous l'arbre lors du gouvernement du 21 décembre. Mais peut-être faudra-t-il attendre un peu ? *« Les vœux pour la Wallonie vaudront encore tout au long du mois de janvier »,* dit un MR. Et si on demandait au CDH ce qu'il en pense ?

E.D.